

UN SYSTÈME TOTALITAIRE EN MARCHÉ...

Il n'est point nécessairement besoin d'ériger des miradors surveillés par des chiens policiers pour bâtir une dictature. Le processus peut prendre une forme beaucoup plus discrète et «légal».

Ce à quoi nous assistons depuis quelques années, dans le cadre d'un consensus «gauche-droite» des plus antidémocratiques, n'est-ce pas la mise en œuvre de la dictature du marché sous l'égide de l'Union Européenne?

La marche forcée vers «Die neue Europa» s'est encore accélérée récemment avec l'adoption par l'Assemblée nationale, puis par le Sénat, du Mécanisme Européen de Stabilité (M.E.S.).

Le but avoué de ce M.E.S. est de veiller à la stabilité de la zone euro, autrement dit accorder des prêts aux pays membres à condition que ceux-ci s'engagent à mettre en œuvre une politique de rigueur destructrice des droits économiques et sociaux des travailleurs, à l'image de ce qui se passe dans toute l'Europe actuellement et de façon particulièrement brutale en Grèce.

Il est prévu que le M.E.S. soit composé d'une instance décisionnaire, le conseil des gouverneurs, c'est-à-dire les ministres des finances des états membres et d'un conseil d'administration, exécutif, dont le directeur général est élu par les gouverneurs. On remarque immédiatement qu'aucun de ces éminents personnages ne peut se revendiquer du suffrage populaire. Mais s'il n'y avait que cela!

Le M.E.S. «aura pleine personnalité juridique». Il aura donc la possibilité d'ester en justice, en revanche tous ses biens (archives, documents, fonds, locaux, etc.) seront à l'abri de toute procédure judiciaire (perquisition, saisie, etc.). Quant aux employés du M.E.S., ils seront dispensés de tout impôt sur le revenu national et bénéficieront d'une immunité totale pour tout acte commis dans le cadre de leurs missions. Bel exemple de démocratie et de transparence!

L'adoption du M.E.S. n'est que la première étape de la forfaiture. Elle implique automatiquement la ratification (prévue après les élections) du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (T.S.C.G.) dont l'un des objectifs est d'inscrire la fameuse «règle d'or» dans la constitution des pays, autrement dit, constitutionnaliser la rigueur!

La traduction immédiate et concrète d'une telle décision serait de rendre illégale, car anticonstitutionnelle toute revendication salariale, ce serait un coup mortel porté aux libertés syndicales, de revendication et de négociation. Nous basculerions alors dans un système totalitaire.

Les crimes se commettent toujours dans l'ombre. Le moins que l'on puisse dire est que la presse a fait peu de cas de l'adoption du M.E.S. par le parlement français, adoption rendue possible (n'oublions pas que la «gôche» est Majoritaire au Sénat) par l'abstention des élus socialos, à l'exception d'une poignée d'entre eux.

Jean-Luc Mélenchon s'est bien prononcé publiquement contre M.E.S. mais que penser d'une telle prise de position assortie la volonté du candidat du «front de gauche» de se désister pour Hollande au second tour de la présidentielle?

Décidemment, le vieux slogan anar, parfois un peu simpliste, n'a jamais autant été d'actualité: «Elections piège à cons!». Ce que nous avons perdu au parlement, nous ne pourrions le regagner que dans la rue, contre la dictature des marchés et de l'Union Européenne, la révolte est toujours salutaire. La classe ouvrière et la jeunesse grecques nous montrent le chemin...

Christophe BITAUD.

Aujourd'hui, nous nous trouvons face à la crise provoquée par les tenants de la «neue Europa », qui passent à l'offensive sans précédent contre tous les acquis des salariés, des retraités et en définitive contre le peuple. C'est la mise en cause des conventions collectives, du droit de négocier des accords, du paritarisme et la mise en danger extrême du code du travail.

Le droit de grève est affaibli par les lois le limitant avec une tendance à la généralisation. Un vrai scandale! Ceux qui nous gouvernent depuis une quarantaine d'années arrivent aujourd'hui à tenter de finaliser le vol manifeste des salaires différés, en spoliant le salaire brut au profit de l'Etat totalitaire.

Le Traité de Lisbonne de 2007 et le Mécanisme de stabilité européen (MSE), qui vient d'être voté en catimini par l'Assemblée nationale et le Sénat - en parfaite harmonie droite-gauche -, sont l'illustration de la volonté farouche d'imposer la nouvelle Europe de saint Benoît. Objectif pratiquement avoué d'instaurer la «règle d'or» dans la constitution française, au mépris des règles élémentaires de la démocratie constitutionnelle.

Le numéro spécial de «L'Anarcho-syndicaliste» daté du 13 février 2012 a dénoncé, tout à fait eseuulé, cette forfaiture en demandant à la Confédération CGTFO de convoquer un CCN extraordinaire afin de mobiliser l'organisation contre cette dérive totalitaire. Nous nous félicitons que, par la suite, la confédération ait envoyé aux présidents des groupes parlementaires, sa position s'opposant au projet de loi. Toutefois nous regrettons que le CCN extraordinaire n'ait pas été convoqué. Car il est urgent de mobiliser l'organisation et, en premier lieu de sortir de la CES, organisme au service de la nouvelle Europe. Y rester signifierait trahir la classe ouvrière comme l'écrivait, en mars 2006, Alexandre Hébert dans son article «L'Europe de st Benoît»:

«Malheur à ceux qui, comme en d'autres temps, et comme toujours, au nom du refus de la chaise vide, acceptent de «collaborer» dans le cadre frelaté de la C.E.S. au «syndicalisme rassemblé» ...c'est-à-dire au syndicat unique!».

C'est dans cette situation que nous publions, ci-dessous, son article intitulé «Contre la nouvelle «Europe Nouvelle» organisons la résistance». En janvier 1998, «organisons la résistance»... aujourd'hui, en 2012, c'est une nécessité impérieuse.

Bertrand KANBAN.

CONTRE LA NOUVELLE «EUROPE NOUVELLE» ORGANISONS LA RÉSISTANCE:

Le XIXème siècle aura connu l'apogée d'un mouvement débuté à la Renaissance et qui, au travers de vicissitudes diverses, s'est finalement concrétisé en France par l'avènement de la IIIème République.

Déjà, avant la guerre, l'offensive réactionnaire tendant à la dissolution des Etats-Nations pour leur substituer une sorte de retour au Saint-Empire Romain Germanique, avait été esquissée par petites touches.

En dépit de leur caractère «anti-clérical», les nazis avaient parfaitement compris les enjeux en organisant la propagande pour «l'Europe Nouvelle» (Neue.. Europa).

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, travailleurs et démocrates payent une lourde note à cette politique -réactionnaire dans toute l'acception du terme.

Ce qu'on nous propose, ce n'est même plus l'Europe des Régions, mais l'Europe des Tribus, et il est tout à fait évident que dans la construction européenne, il n'y a de place ni pour des partis ouvriers (au sens de 1905) ni même pour des syndicats indépendants, d'où l'offensive scandaleuse menée aujourd'hui contre le syndicalisme.

On ne dira jamais assez, combien la manipulation des chômeurs par ceux qui prétendent diriger leur colère, non vers les responsables de la commission de Bruxelles et leurs subsidiaires français, en particulier le couple Chirac/Jospin «parlant d'une même voix», mais contre l'une des dernières conquêtes sociales fondée sur le salaire différé: le régime d'assurance chômage, est inacceptable.

Notre *Comité pour l'Abrogation du Traité de Maastricht*, qui, par la force des choses, est amené à repenser par quel cheminement on a pu, du Traité de Rome au Traité d'Amsterdam, aboutir à une remise en cause aussi fondamentale des institutions démocratiques, est à peu près le seul à organiser sérieusement ce qu'il faut bien appeler la résistance.

Pour ma part, j'estime qu'avec toute la prudence nécessaire, travailleurs et démocrates vont être amenés à revoir leur mode de pensée et d'action. C'est là une tâche difficile mais indispensable, dont le premier impératif sera de clarifier les positions des uns et des autres, étant bien entendu que par exemple on ne peut se prononcer sur le plan politique pour l'abrogation du traité de Maastricht et, dans le même temps, solliciter son admission dans les instances européennes politiques ou syndicales.

A un moment où la «classe politique» nous propose des révisions constitutionnelles qui vont même jusqu'à remettre en cause l'usage de la langue française, aucun prétexte ne saurait justifier la moindre complaisance avec la remise en cause de la Constitution. Même si cette Constitution de 58 voulue par De GAULLE et qui s'inscrivait malgré tout dans la continuité de l'édification de l'Etat-Nation contient certaines dispositions voulues en 58 et 62 par De GAULLE qui peuvent heurter - et qui méritent de sérieuses réserves pour les démocrates que nous sommes,- on ne peut aujourd'hui mettre sur le même plan des dispositions «bonapartistes» et la destruction pure et simple de l'Etat-Nation c'est-à-dire le cadre dans lequel démocrates et travailleurs avaient obtenu des conquêtes démocratiques et sociales.

Alexandre HEBERT.

Extrait de la «Brochure éditée par le comité de soutien de Loire-Atlantique pour l'abrogation des Traités de Maastricht et d'Amsterdam» - Janvier 1998.

LA MODERNISATION, ARME DE DESTRUCTION MASSIVE...

« Avec leurs langues dorées, ils savent emberlificoter leurs menteries de telle sorte que sans vous en douter, un peu de cette peste vous reste dans un recoin de l'oreille. Gare à vous, ça peut devenir un nid de pourriture! »

Emile Pouget - Le Père Peinard - 1889

Modernisation. Quel estimable mot, très «fin du XXème siècle», suggérant un progrès perpétuel des idées et des choses. Mais quelle dérive dans la novlangue dorée des technocrates du moment, où modernisation prend place aux côtés de réforme, d'efficience, de transparence ou changement, (voir aussi l'article «*le paritarisme à l'heure de la révolution bureaucratique*»).

La modernisation, d'autres y voient plutôt l'action conduite pour faire évoluer la société et les institutions françaises conformément au modèle marchand anglo-saxon, et en général en allant à rencontre de la volonté nationale. Synonymes: mise au pas, restructuration. Elle réconforterait les progressistes qui pensent que la France remontera dans le train de l'histoire si elle consent à se mettre au diapason des politiques néo-libérales appliquées ailleurs dans le monde. «*Maudits soient ces enfants de leur mère patrie!*» chantait Brassens. Et Pouget le bougre avait vu clair, hélas.

Après l'accord national interpro dit «*de modernisation du marché du travail*» signé en janvier 2008 par la CGTFO, après le CCN houleux à Biarritz en février 2008, nous pensions, pauvres cons, que c'en était fini de tels processus de décision qui bafouent la plus élémentaire démocratie ouvrière. Comment qualifier autrement la récente décision de signature d'un accord national interpro controversé, prise par la direction confédérale à peine 3 jours avant la réunion de la CE confédérale dite «*parlement de l'organisation*»?

Le mandat nous dira-t-on. Quel mandat avait donc le bureau confédéral pour signer l'accord dit «*de modernisation du paritarisme*»? Il avait sans conteste possible le mandat exprimé dans SA circulaire du 6 janvier. Une position très claire, ne laissant augurer aucun aval à un texte qui porte, en germe la destruction de la gestion paritaire du salaire différé.

Se souvient-on de la position commune de juillet 2001 sur «*les voies et moyens de l'approfondissement de la négociation collective*», signée par la CGTFO, et qui a ouvert la voie aux accords dérogatoires ruinant le principe de faveur et la hiérarchie des normes?

Ainsi nos signataires, par conséquent co-auteurs de l'accord, ont écrit : «*le paritarisme de gestion trouve sa justification dans la valeur du service qu'il est appelé à rendre aux bénéficiaires finaux que sont les salariés et les entreprises, notamment au regard de son utilité sociale. En outre, ce paritarisme facilite la négociation collective par la plus grande proximité qu'il permet entre partenaires sociaux. Une gestion paritaire exemplaire conforte la place et le rôle des partenaires sociaux dans la démocratie sociale, et renforce ainsi leur légitimité dans la création de normes par la négociation*».

On croit rêver non? Les promoteurs de la loi de février 1950 et leurs camarades qui ont mis debout les organismes de protection sociale doivent se retourner dans leur tombe!

Pas une seule fois n'apparaît l'expression «*salaire différé*». Or sur quoi d'autre est basée la gestion paritaire??? Qui peut croire un instant que le patronat l'aurait concédée sans la concrétisation de l'antagonisme d'intérêt et du rapport de force par la négociation collective?

Suit dans l'accord une litanie confinant à l'auto-flagellation, où «*exemplarité*» le dispute à «*efficience*», à «*transparence*», à «*irréprochable et rigoureux*» etc. Etait-ce donc la gabegie dans la gestion paritaire avant cet accord?? Mais alors, que ne l'avons-nous dénoncé ?!

On prétend avoir établi une «*représentativité égalitaire*» (sic!), alors même que le texte précise bien que s'appliqueront «*les règles de représentativité en vigueur*». On brandit l'indépendance sauvée des eaux, alors qu'on a signé une disposition qui interdit à un administrateur d'être porte-parole de notre délégation à la négociation. Et tutti quanti...

Allons, nos édiles confédéraux ne sont pas idiots, ils savent tout cela, et ils cèdent, eux, en parfaite connaissance de cause. Mais est-ce le courage qui leur manque pour dire ce qu'ils font et pourquoi ils le font? Alors à leur tour ils sacrifient à la mode communicante, et expliquent publiquement le contraire de ce qu'ils disaient défendre (communiqué confédéral du 28/2/12 «*FO s'engage pour plus d'efficacité et de transparence dans le paritarisme de gestion*»). Ou est-ce une manifestation d'un pseudo réformisme où l'on signe pour signer parce qu'on a «*le stylo au bout du doigt*»?

Combien de temps la CGTFO survivra-t-elle à ce traitement? Est-il possible de continuer ainsi jusqu'au prochain congrès confédéral? La question doit être posée, et une réponse donnée.

Yann PERROTTE.

LE PARITARISME À L'HEURE DE LA RÉVOLUTION BUREAUCRATIQUE...

On peut s'interroger sur le pourquoi d'accords comme celui dit de modernisation du paritarisme. L'utilisation à profusion des mots ou expressions tels que efficience, gestion exemplaire, modernisation, reporting, règles rigoureuses de gestion irréprochable, efficacité de la mise en œuvre du service rendu, exigence de transparence, pertinence, indicateurs, etc., appartenant au vocabulaire de la «gouvernance», fournit un début d'explication.

La gouvernance, c'est un concept de gestion de l'entreprise capitaliste, à forte connotation libérale (au sens économique), apparu dans les années 1970: pour exemple, le Rapport de la Commission Trilatérale de mai 1975 incorpore pour la première fois le terme gouvernance. Le concept a évolué avec la vague libérale des années 80 prônant l'Etat minimal, centré sur le «cœur de métier», et dans les années 90 s'y est ajouté la notion de régulation. Dans les entreprises, il s'agit de prouver aux actionnaires que la gestion est conforme à leurs intérêts.

Pour les affaires publiques, le chercheur antilibéral Jean-Christophe Mathias, analyse que le glissement du gouvernement à la gouvernance démontre que l'on est passé d'une civilisation de la souveraineté populaire incarnée dans la loi républicaine, garante de l'intérêt général, à une société pragmatiste, particulariste et utilitariste, garante d'intérêts économiques singuliers, dans laquelle la notion de bien commun n'a plus de place véritable.

De fait, pour l'accord en cause, les signataires affirment que la justification du paritarisme se trouve dans la valeur du service rendu. Il s'agit donc bien de gouvernance au sens donné ci-dessus.

Et alors ? Eh bien il faut se pencher par exemple sur l'analyse proposée par F. Faucher-King et P. Le Galès («nouveaux débats» de Sciences-Po: Tony Blair 1997-2007) pour comprendre que l'application de la gouvernance aux affaires publiques, et donc sociales, est pour les auteurs une véritable «révolution bureaucratique». Qu'appliquer les mêmes méthodes que dans l'entreprise vise à faire disparaître l'action politique au profit de la seule gestion. Citation à propos des néo-travailleurs: «*A leurs yeux, le monde social est malléable, réactif et dynamique. Sous pression, il réagit instantanément aux injonctions de mobilisation des maîtres du moment*»...C'est aussi «*l'illusion de l'inspectabilité" totale de la société*», pas si loin du «1984» de G. Orwell.

Pour nos organismes sociaux paritaires, de quoi s'agirait-il? Tout simplement de vider leur gestion de tout contenu politique au sens syndical du terme. C'est d'ailleurs inscrit en filigrane dans une phrase écrite par les signataires: «*Pour cela, les organismes paritaires se doivent d'être exemplaires dans ... leur capacité à s'adapter aux réformes initiées par les partenaires sociaux, en fonction des évolutions structurelles ...*».

Autrement dit le paritarisme doit changer ses modes de gestion pour aller vers la gouvernance et, en bonne subsidiarité, se contenter de mettre en œuvre les actions nécessaires pour s'adapter aux «évolutions structurelles», et ne plus permettre par exemple aux conseils d'administration de combattre les contre-réformes. (Ce qui en dit long au passage sur la capacité que nous aurions à combattre une réforme systémique des retraites grâce à la présidence de la CNAV...).

C'est cela l'enjeu de tels accords. Alors de deux choses l'une: soit les signataires en sont pleinement conscients et alors la CGTFO est, à l'instar du New Labour, contaminée par la «révolution bureaucratique»; soit ils n'en sont pas conscients, et alors-quelle conséquence.en tirer ?

Yann PERROTTE.

POURQUOI LE SAINT EMPIRE ROMAIN GERMANIQUE S'ACHARNE CONTRE LE PEUPLE GREC...

«*La crise de la dette*» c'est du pipeau! Depuis plus d'un an, les prétendus plans Merkel-Sarkozy s'enchaînent avec, à chaque fois, une dose supplémentaire d'austérité, par la *Propagandastaffel* essayant de nous faire croire que la faute en incomberait au peuple grec.

Cette Europe a imposé à l'Etat grec de prendre à son compte les dettes des entreprises privées, ce qui est une façon singulière d'abaisser la dette publique.

Toutes ces mesures et les milliards prêtés à l'Etat grec ne peuvent qu'approfondir davantage l'importance de la «dette». D'autant plus qu'il n'y a aucune mesure permettant de sortir de la récession sans production et croissance économique. Il ne faut pas être expert pour comprendre cela. Ce qui n'empêche pas les médias et les politiciens, de droite comme de gauche, de prétendre qu'ils agissent pour sauver la Grèce de la faillite. En réalité, ils veulent masquer les véritables raisons de cette politique agressive envers le peuple grec. Ne s'agit-il pas tout simplement, pour cette oligarchie européenne, d'utiliser la Grèce comme cobaye pour avoir une indication grandeur nature jusqu'où ils peuvent aller contre les peuples d'Europe?

Il faut dire qu'en la matière, ils n'en sont pas à leur coup d'essai. L'empire européen, par l'intermédiaire du FMI, a surendetté les Etats en organisant les guerres civiles dans les Balkans et par la suite y a instauré des Etats maffieux qui lui permettent à la fois de blanchir l'argent et de stationner ses troupes pour organiser «l'ordre» dans la périphérie de l'empire.

Donc la Grèce, berceau de la civilisation, risque de rejoindre la périphérie...

Tous les militants ouvriers et toutes les organisations ouvrières dignes de ce nom, ainsi que les véritables démocrates doivent se mobiliser, d'abord, pour démystifier la propagande d'Etat et en même temps, organiser le soutien actif au peuple grec.

De ce point de vue, il me paraît approprié que l'U.A.S. adresse un manifeste aux anarchistes et militants ouvriers grecs pour les aider à sortir de l'isolement organisé par les barbares de l'empire.

Et cette mobilisation est seule de nature à organiser, chez nous en France, le combat contre l'UE, la CES et toutes les mesures antidémocratiques et anti-ouvrières que nous subissons et qui ne vont pas manquer de se multiplier, quels que soient les résultats des élections présidentielles et législatives.

À bon entendeur, salut.

Bertrand KANBAN.

«De la même manière que, pour les divers systèmes théologiques, Dieu est tout et l'être humain n'est rien, pour ces théologies politiques modernes, l'Etat est tout et l'être humain n'est rien. Et tout comme derrière «la volonté de Dieu» on trouve toujours cachée la volonté des minorités privilégiées, on ne trouvera aujourd'hui derrière «la volonté de l'Etat» rien d'autre que les intérêts égoïstes de ceux qui se croient autorisés à interpréter à leur guise cette volonté et à l'imposer au peuple».

Rudolf ROCKER, *anarcho-syndicaliste allemand (1873-1958),*

Extrait de «*Théorie et pratique de l'anarcho-syndicalisme*»

Ouvrage publié en janvier 2010 par les Editions ADEN -

Préface de Noam Chomsky -

Traduit et présenté par Normand Baillargeon.

DÉMYSTIFICATION:

Mystifier: «abuser de la crédibilité de quelqu'un pour s'amuser à ses dépens» - Littré.

Depuis une quarantaine d'années, les gouvernements successifs ont réussi la croissance des détournements des fonds de la Sécurité sociale vers les patrons, par l'intermédiaire de leur politique. C'est ainsi que toutes les mesures dites d'aide pour l'emploi ont amputé le budget de la Sécurité sociale des salaires différés correspondants.

Et puisqu'aujourd'hui, ils nous parlent de «la dette», il est utile de savoir que les stocks options, seulement, ont coûté 3 milliards d'euros pour la seule année 2004. Auxquels on peut aussi ajouter les 4 milliards d'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires...

Selon un rapport de la commission au Sénat du 19 juillet 2007 et le site du journal «La Mée» de Chateaubriant (44):

« Le déficit global du régime général en 2006 est de 8,7 milliards d'euros. Il est prévu à 12 milliards pour 2007. A comparer avec le coût du «paquet-cadeau fiscal» voté par le Parlement en juillet 2007: 11 milliards d'euros pour 2008 et 13,6 milliards en 2009.

Pour le Sénat, 2006 a montré une amélioration apparente et temporaire grâce à des recettes en trompe-l'œil et notamment la taxation anticipée des intérêts des plans-épargne-logement de plus de 10 ans. Mais les dépenses sont toujours très dynamiques.

Pour 2007, un nouveau dérapage est prévisible et le Sénat met en cause la sincérité de la loi de financement 2007».

Et dire que depuis quarante ans, on nous rebat les oreilles du «trou de la Sécu»!

“L'homme n'est pas parfait d'accord. Mais ce n'est pas une raison, peut-être la plus forte raison, pour donner les moyens à quiconque de mettre un frein à la liberté individuelle”.

Errico Malatesta - «L'idée d'un bon gouvernement » -1920

N'en déplaise aux accompagnateurs - de tout poil - de l'empire, aujourd'hui, comme hier, nous opposons la liberté individuelle à l'idéologie de la servitude!

ÇA PROMET...

Selon l'agence de presse Tanjug (Agence télégraphique de la nouvelle Yougoslavie) à Belgrade, le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a déclaré, à Munich, le 4 février 2012, que l'approvisionnement en matières premières industrielles doit être assuré, si nécessaire, en utilisant la force armée.

Il faut bien veiller au remplacement de l'énergie nucléaire. Nous voilà prévenus. Ils reviennent toujours...

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER

CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Fondateur de publication : Alexandre HEBERT

Directeur : Christophe BITAUD
